

LE BOURGEON

Journal participatif sur l'actualité
de Commercy et de ses environs

Numéro zéro

été 2023



En forêt de Dagonville
face au changement climatique

© Benoit Collet



Deux nouvelles associations
créées à Sorcy-Saint-Martin

© Seed



Une production agricole
en circuit court

© Benoit Collet



Démocratie directe à Ménil-la-Horgne

© Joris Polomey

Commercy, terre d'accueil
pour les réfugiés

Briser la spirale du
harcèlement scolaire

Un **sexisme** quotidien
et banalisé

Sommaire

Entre scolyte et sécheresse, un forestier en première ligne à Dagonville	4
Les cigognes se sédentarisent dans le Sud meusien	6
Les fours à chaux : l'usine centenaire de Sorcy-Gare	7
La Ceinotte, étal de la production lorraine	8
Le Gaec Mamout mise sur l'agriculture bio à Sorcy-Saint-Martin	8
Guillaume Vauthier, paysan au four et au moulin à Ménil-la-Horgne	9
Ménil-la-Horgne au rythme de la démocratie directe	10
Les P'tits Tigres de Sorcy cherchent des familles d'accueil	12
A la découverte de la biodiversité sud meusienne avec Seedd	13
Les routes de l'exil les ont conduits en Meuse	14
Sortir du silence face au harcèlement scolaire à Commercy	16
"Il faut cacher les bleus sur le corps", lettre ouverte d'Aurélia	17
Récits de sexismes ordinaires en Meuse	18

Ours

Directeurs de la rédaction / Rédacteurs en chef : Joris Bolomey et Benoît Collet

Edition et mise en page : Anaïs Cleuvenot (CCCVV)

Impression : Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs

Participantes et participants : Mahad Abdirahman, Chaher Al Saloum, Ahmed Al Ramish, Mohamed Al Ramish, Christine Antoine, Vivathana Chounlamountry, Jonathan Doutre, Alexie Christelle, Damien Fourchard, Aleksandra Kostyleva, Joe Masson, Manon Meyer, Adeline et Louise Muller, Claude Ngabonziza, Emmy Simon et Nathalie Vautrin, Elodie et Prune Vauthier.

Journal réalisé dans le cadre d'une résidence d'éducation aux médias, portée par l'association Caranusca, accueillie par la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs et financée par la Drac Grand Est.

Édito

Le Bourgeon déplie ses premières feuilles. L'éclosion aura duré deux mois. De mai à juin, tout un écosystème a permis le déploiement de ces pages.

Le groupe qui s'est constitué pour les écrire a regroupé des personnes d'horizons divers avec des participantes et participants de 10 à 70 ans, parfois depuis des générations en Meuse, et d'autres venus récemment s'y réfugier et en cours d'apprentissage du français.

Toutes et tous sont venus avec l'envie de s'exprimer, de coucher sur le papier leurs nombreuses idées. Les sujets présentés dans ce numéro ont ainsi été librement choisis par les apprentis journalistes qui les ont rédigés.

Il a parfois suffi pour certains articles d'interroger des proches sur leur

quotidien. Mais il a aussi fallu aller à la rencontre de personnes qui étaient jusque-là inconnues. Le Bourgeon ne revendique rien d'autre que de raconter librement ces rencontres.

Journalistes pigistes, nous avons assisté ce bourgeonnement, de la recherche des sujets à leur écriture et leur réécriture en passant par la préparation des questions à poser lors des interviews et des éléments à noter en reportage.

Dans le jargon journalistique, le numéro zéro est celui qui permet de lancer et de tester un nouveau journal. Ce premier Bourgeon désormais ouvert, il pourrait donner naissance à une nouvelle branche et de futurs Bourgeons. Libre à chacune et chacun de se l'approprier et de les faire éclore.

Joris Bolomey et Benoît Collet



**Changement climatique,
la nature dérégulée**

© Joris Bolomey

Entre scolyte et sécheresse, un forestier en première ligne

Dagonville

Les effets du changement climatique sont de plus en plus visibles en forêt. Les épicéas ont été décimés par le scolyte et le manque d'eau menace les hêtres. Pour faire face aux défis futurs, l'Office national des forêts plante de nouvelles essences plus adaptées aux fortes chaleurs.

Par Emmy Simon

Calme et paisible, la forêt de Dagonville regorge de chênes, de hêtres, et de pins noirs d'Autriche. En cherchant bien, on peut même y trouver des merisiers. Si tout à l'air tranquille lorsqu'on s'y balade, le changement climatique menace pourtant le développement des arbres et de tout l'écosystème. Garde forestier depuis 26 ans à l'Office national des forêts (ONF), David Encherin, scrute dans les moindres détails les 200 hectares de la forêt de Dagonville dont il a la charge.

« Nous importons de nouvelles essences du sud de la France comme le pin Salzman »

David Encherin, garde forestier à l'ONF

« L'augmentation des températures et une pluviométrie très irrégulière ont un impact direct sur les arbres », alerte-t-il. Faute d'eau en quantité suffisante, les arbres les plus vieux et notamment les hêtres dépérissent.

« Lorsque les épicéas manquent d'eau ils perdent leurs défenses immunitaires, poursuit David Encherin. Les scolytes, des insectes ravageurs, en ont profité. Ils se sont considérablement développés et ont détruit des parcelles entières. » Une des solutions face à cette épidémie serait d'utiliser des insecticides, ce que refuse l'ONF. L'épidémie



David Encherin s'occupe de la forêt communale de Dagonville depuis 16 ans. © Joris Bolomey

disparaît progressivement car les arbres malades sont abattus. Une fois qu'il n'y aura plus d'épicéas, les scolytes n'auront plus de nourriture et disparaîtront à leur tour.

Pour lutter contre le manque d'eau et replanter les parcelles où l'épicéa a été dévasté, l'ONF fait venir des essences du pourtour méditerranéen, davantage adaptées à la chaleur, pour les replanter dans les forêts meusiennes. « Nous importons de nouvelles essences du sud de la France comme le pin de Salzman, le pin de Calabre, le chêne zéen ou le cyprès de l'Arizona », énumère le garde forestier.

Avant de planter ces nouveaux arbres, l'ONF étudie le sol pour savoir quelles sont les ressources en eau. « Nous étudions la composition du sol pour savoir quels arbres s'y plairont », détaille David Encherin. Dans la forêt de Dagonville, l'opération coûte 60 000 euros à la commune, dont deux tiers de subventions de l'Etat.

Certaines parcelles sont clôturées pour les protéger et empêcher les cerfs de manger les pousses les plus jeunes, ou les sangliers de les détruire en fouillant le sol. « Ces nouvelles espèces d'arbres ne conviendront pas forcément au régime alimentaire de nos animaux,

ajoute le garde forestier. Pour que l'écosystème s'équilibre, il va falloir réadapter le nombre d'animaux par rapport au potentiel de la forêt. »

Un risque d'incendie accru

La hausse des températures augmente aussi énormément le risque d'incendie à Dagonville et dans toutes les forêts meusiennes. Jusqu'ici le Grand Est était épargné par les vastes feux comme ceux qui dévastent régulièrement le sud de la France. À l'avenir, ils pourraient aussi surgir dans la Meuse, les Vosges ou les Ardennes. « Pour nous préparer, nous surveillons de près la forêt quand le temps est très sec, insiste David Encherin. Nous réalisons aussi des exercices avec les pompiers. »

Avec toutes ces menaces et ces défis, à quoi pourrait bien ressembler la forêt dans 100 ans? « Elle sera toujours verte même si certaines essences auront peut-être disparu de Meuse, estime-t-il. Mais la nature va s'adapter au changement climatique. Les hêtres par exemple pousseront sûrement davantage en altitude pour échapper aux vagues de chaleur. » David Encherin se veut rassurant malgré l'urgence de la situation.



Les cigognes se sédentarisent

Les cigognes blanches hivernent désormais dans le Sud meusien. ©Loïc Lambert

Sorcy-Saint-Martin

Avec le réchauffement climatique, certaines cigognes blanches passent désormais l'hiver en Meuse. Leur présence tout au long de l'année pourrait perturber l'écosystème local.

Par Emmy Simon

À Sorcy-Saint-Martin comme dans d'autres communes du sud meusien, les cigognes ne migrent plus de manière systématique depuis quelques années. Un groupe de cigognes blanches, dont l'envergure peut dépasser les deux mètres, est installé dans la commune. Elles avaient pourtant l'habitude de partir vers l'Afrique subsaharienne, jusqu'au Mali, Niger ou Tchad par exemple. Elles s'envolaient à la fin du mois d'août et ne revenaient qu'après la deuxième quinzaine du mois de février.

« La quantité de cigognes restant toute l'année sur leurs lieux de reproduction est en hausse chaque année », explique Loïc Lambert, ornithologue à Loana (Lorraine association nature) et membre de l'association Seedd (Sensibilisation

et entraide pour l'environnement et le développement durable), basée à Sorcy. Si une majorité de cigognes migre encore, une bonne partie d'entre elles ne le fait que de façon partielle. Elles s'arrêtent dans le sud de la France ou dans les pays de la péninsule ibérique mais elles ne vont plus jusqu'en Afrique. Pour les plus jeunes, l'instinct migratoire reste cependant plus fort. Les cigognes migrent obligatoirement la première année après leur naissance jusqu'en Afrique et y restent deux ans avant de revenir à leur maturité sexuelle.

« Les cigognes blanches pourraient ne plus migrer d'ici une vingtaine d'années »

Loïc Lambert, ornithologue à Loana

« La majorité de la population européenne de cigognes blanches pourrait cependant ne plus du tout migrer d'ici une vingtaine d'années », estime Loïc Lambert.

La raison de cette sédentarisation des cigognes est à chercher du côté du réchauffement climatique. Les hivers désormais plus doux leur permettent de trouver de la nourriture toute l'année. « La migration pour les oiseaux peut également s'avérer dangereuse et semée d'embûches,

ajoute Loïc Lambert. Si les conditions climatiques le permettent, les cigognes évitent dès que possible ce voyage. Mais si l'hiver devient plus rude, elles peuvent toujours migrer d'un jour à l'autre plus au sud en France ou en Europe. »

Il est difficile de savoir pour l'heure quelles pourraient être les conséquences de la sédentarisation de ces espèces sur l'écosystème local. « Les études sur le sujet sont encore trop peu nombreuses, confirme Loïc Lambert. Mais on sait que les cigognes sont des prédatrices de grenouilles. Leur présence tout au long de l'année pourrait donc potentiellement avoir un impact sur les populations d'amphibiens. »

Les cigognes ne sont pas les seuls volatiles concernés. Parmi les autres espèces qui profitent du réchauffement climatique pour ne plus migrer, on peut citer la huppe fasciée. Cet oiseau d'environ 45 centimètres d'envergure est facilement reconnaissable à sa huppe orangée qui le coiffe et à ses ailes noires rayées de bandes blanches. Si certaines espèces ne migrent plus, d'autres se déplacent dans la Meuse. C'est notamment le cas des cigales qui vivent dans le sud de la France. Elles s'installent désormais de manière de plus en plus significative dans nos régions •

Les fours à chaux: l'usine centenaire de Sorcy-Gare

Sorcy-Saint-Martin

A l'occasion de leurs 120 ans, les fours à chaux de Sorcy ont ouvert leurs portes au public début juin.

Par Louise Muller

L'usine des fours à chaux est à Sorcy-Gare depuis 1903. Le groupe belge Lhoist l'a rachetée il y a 35 ans. Elle est située au cœur d'un immense et très ancien gisement de calcaire. Explosifs et engins au format XXL permettent l'extraction de ce calcaire très pur, jusqu'à 23 mètres de profondeur.

Les blocs obtenus sont concassés, lavés, concassés à nouveau, criblés (triés) puis éventuellement

broyés avant d'être calcinés dans deux fours impressionnants qui les transforment en chaux.

Chaque année, l'usine produit 350 000 tonnes de chaux. Deux trains partent chaque semaine en direction de l'Allemagne notamment. La marchandise est également expédiée par camions et par bateaux vers l'étranger. Dans une salle de contrôle, plusieurs employés se relaient jour et nuit pour veiller sur une vingtaine d'écrans qui surveillent le bon fonctionnement de l'ensemble du site.

Pour réduire l'empreinte carbone de ses fours à chaux, Lhoist mise sur la capture et le stockage du CO₂ émis à la sortie des fours. Une méthode dont l'intérêt et l'efficacité restent débattus •



© Joris Bolomey

Pour une production locale et durable

La Ceinotte, étal de la production locale

Sorcy-Saint-Martin

Depuis trois ans l'épicerie La Ceinotte relève le défi de la vente en vrac tout en valorisant la production agricole et artisanale lorraine.

Par Louise Muller

Quand on veut consommer local, il faut souvent jongler entre les horaires de vente directe dans les fermes, parcourir la campagne dans tous les sens pour trouver tous les produits souhaités. Pour ça, il faut un temps que tout le monde n'a pas.

Parties de ce constat, Adeline et Justine décident de créer en 2021 la Ceinotte, « le panier » en patois lorrain, une épicerie spécialisée dans les produits locaux, installée à Sorcy-Saint-Martin au cœur du village. La boutique regroupe de l'alimentaire, des cosmétiques, des produits d'entretien, de la décoration... Pour lutter contre la prolifération des emballages en plastique à usage unique, la Ceinotte propose aussi des produits en vrac.

Les deux gérantes entendent créer une alternative locale et écologique aux supermarchés. Pour ça, elles s'appuient sur un dense réseau de fournisseurs. Dans un rayon de seulement quelques kilomètres autour de Sorcy, agriculteurs et producteurs artisanaux ne manquent pas. On peut autant s'y fournir en viande de bœuf bio qu'en légumes, en passant par la farine artisanale, les confitures, les bières ou les jus de fruits.

Après vingt ans comme professeure des écoles, Adeline mûrissait depuis longtemps « un projet pour participer à la sauvegarde de la planète », raconte-t-elle. Dans un village voisin, Justine, hortultrice dans son ancienne vie, cherchait aussi à trouver plus de sens dans son travail. « L'envie de dynamiser le territoire et de proposer une alternative au mode de consommation actuel s'est imposée à moi », se souvient-elle.

Un hasard de la vie et une connaissance commune les mettent en relation. Sur la même longueur d'onde, elles décident de se lancer ensemble dans l'aventure de la Ceinotte. Depuis, elles ne se sont plus quittées et elles contribuent à faire vivre le centre de Sorcy.

La Ceinotte, 7 Rue Carnot à Sorcy-Saint-Martin.
Téléphone : 03 29 70 20 25



En haut : Justine et Adeline ont créé La Ceinotte en 2021 à Sorcy. ©Benoît Collet
En bas : Récolte de pommes de terre au Gaec Mamout. ©GaecMamout

Le Gaec Mamout mise

Sorcy-Saint-Martin

Depuis 2018, les trois associés du Gaec Mamout ont décidé de passer à la vente directe, pour développer les circuits courts dans le secteur. La ferme est aussi devenue bio en 2021.

Par Louise Muller

Quelques encablures des fours à chaux de Sorcy-Saint-Martin, la ferme du Gaec Mamout se dessine au milieu des champs. Trois associés, Régis, Nicolas et Gaby ainsi qu'un apprenti, Silvère, y cultivent des céréales comme le blé, l'orge, le lin, le tournesol ainsi que des mélanges pour l'alimentation des vaches (triticale, pois, féverole, avoine, orge, lupin).

Le Gaec Mamout produit du lait et de la viande, et cultive aussi des pommes de terre et des carottes. Transformés sur place, les produits sont ensuite vendus à la ferme ainsi qu'à la Ceinotte et sur des marchés du secteur. Le lait et les céréales partent dans des coopératives.

Gaec Mamout, 1 Rue Saint-Eloy à Sorcy-Saint-Martin.
Téléphone : 03 29 89 93 55



Guillaume Vauthier a installé son fournil dans l'exploitation familiale la Ferme de la Fête à Ménil. ©Joris Bolomey/Prune Vauthier

sur l'agriculture bio

Depuis 2018, les agriculteurs du Gaec ont décidé de se lancer dans la vente directe de leur production. Dans la foulée, ils passent au bio. Après la période de conversion réglementaire de deux ans, la ferme est officiellement labellisée en 2021.

« On fait ça pour la fierté de sortir des produits propres et sains », raconte Gaby. Cette décision a fait suite à plusieurs problèmes de santé importants rencontrés par les associés, notamment un cancer contre lequel a dû lutter Gaby.

Pour ces associés, l'agriculture ce n'est pas seulement leur métier, c'est aussi une passion : « Nous avons choisi cette profession parce qu'il nous permet d'être dehors, on est libres, on est avec la nature, expliquent de concert les trois associés. Nos tâches sont très variées. On est notre propre patron, on profite, on fait ce qu'on aime ».

Gaec Mamout, 1 Rue Saint-Eloy à Sorcy-Saint-Martin.
Téléphone : 03 29 89 93 55

Guillaume Vauthier, paysan au four et au moulin

Ménil-la-Horgne

Guillaume Vauthier a quitté il y a une quinzaine d'années le secteur bancaire pour devenir paysan-meunier-boulangier. Une reconversion qu'il vit avec passion.

Par Prune Vauthier

Chaque semaine, Guillaume Vauthier se lève très tôt pour fabriquer le pain. Il rejoint son fournil dès 3h30. « Je récupère la pâte à pain qui a levé toute la nuit, je la divise en pâtons puis je la laisse à nouveau lever 30 minutes, détaille-t-il. Je façonne ensuite les pâtons, les laisse lever une dernière fois pendant une heure puis je les enfourne. » Tous les pains sont cuits pour huit heures. Ensuite, Guillaume Vauthier prépare les commandes. A 8h45, il part à Bar-le-Duc pour tenir le magasin de producteurs Super Fermier jusqu'à environ 15 heures. Puis le paysan-boulangier repart au fournil pour servir les clients jusqu'à 19 heures. Avant de ranger et de fermer le fournil, il met à lever la pâte qui servira le lendemain. La production est vendue au fournil de la Ferme de la Fête à Ménil-la-Horgne les mardis et vendredis ainsi que parfois sur les marchés, dans les magasins bio ou de producteurs locaux en Lorraine.

Guillaume Vauthier est également associé au sein de la Ferme de la Fête avec sa sœur Anne-Lise Valenzisi. Elle produit des pâtes dans l'exploitation familiale à Ménil-la-Horgne. Leur père, Michel Vauthier, récolte des céréales et des légumineuses comme le blé, l'avoine, les lentilles ou même le quinoa depuis cette année.

Avant de se reconvertir comme paysan-meunier-boulangier en 2006, Guillaume Vauthier a travaillé dans le secteur bancaire. Un domaine qu'il ne regrette en rien « Je suis très fier de ce que je fais, lance-t-il. Je travaille beaucoup plus qu'avant mais je suis plus épanoui dans mon métier. Et malgré le rythme, chaque journée est différente ».

Le paysan-meunier-boulangier de 40 ans a changé de métier car il voulait faire des produits de qualité tout en respectant l'environnement. « Pour faire du pain il faut de l'eau, de la farine, de la levure ou du levain et du sel, précise-t-il. Mais contrairement à d'autres boulangers, je fais une longue fermentation avec très peu de levure. »

La farine issue du blé bio cultivé sur la ferme est également moulue à la meule de pierre. Le pain est cuit dans un four à bois. « Je vis mon métier avec passion même si ce n'est pas très reposant, conclut Guillaume Vauthier. Avec ce travail j'ai le sentiment d'apporter ma contribution dans la production d'une alimentation saine pour les gens ».

Gaec de la Fête, 1 Grand Rue à Ménil-la-Horgne
Téléphone : 06 87 83 07 33



Opération nettoyage du gayoir lors de la matinée citoyenne du 4 juin à Ménéil-La-Horgne. ©Joris Bolomey

Un village au rythme de la démocratie directe

Ménéil-la-Horgne

Depuis les dernières élections municipales, la commune de Ménéil-la-Horgne a créé son assemblée citoyenne. Lors de ces réunions, ce sont les habitantes et habitants qui prennent les décisions concernant leur village et non le maire.

Par Prune Vauthier

Pelles et pioches en mains, une quinzaine de personnes, enfants, adultes et même seniors, s'active dans une ambiance de fourmilière ce samedi 4 juin autour du gayoir, destiné jadis à décrotter les chevaux. L'objectif de la matinée est de nettoyer deux bassins en enlevant les algues qui les ont envahis.

Les habitantes et habitants de Ménéil-la-Horgne se réunissent régulièrement à l'occasion d'une « matinée citoyenne ».

« On en fait deux à trois par an, dont une en mars pour s'occuper des

fleurs », explique Carine, membre du conseil municipal. L'occasion d'entretenir la commune, mais aussi de se rencontrer, de faire connaissance et d'échanger sur les projets en cours, par exemple la réalisation des nichoirs ou le nettoyage des sentiers.

« Si le conseil municipal vote contre l'assemblée, je démissionne aussitôt »

Claude Kaiser, maire de Ménéil-la-Horgne

Les matinées citoyennes sont programmées par les habitantes et habitants du village lors d'assemblées citoyennes.

Depuis trois ans, la commune d'environ 180 habitants s'est mise à la démocratie directe. Toutes les décisions importantes concernant le village sont prises par les habitantes et habitants réunis en assemblée. Claude Kaiser, maire de Ménéil-la-Horgne, raconte comment cette idée a germé : « Je me suis dit que dans un petit village, on pouvait faire en sorte que ce soit vraiment

les gens qui décident entre eux et pas quelqu'un qu'on choisit pour décider à notre place. Je ne voulais pas être un « vrai » maire, mais un maire qui exécute seulement la volonté des habitants, que ça me plaise ou non. »

L'assemblée citoyenne prend les décisions et non le maire avec son conseil municipal comme c'est le cas dans les communes en France. « C'est pour cette raison-là que j'ai accepté de rejoindre le conseil municipal », confie Carine.

Une assemblée citoyenne inédite en France

Claude Kaiser s'est inspiré de l'État du Chiapas, dans le sud du Mexique, pour créer l'assemblée citoyenne de Ménéil.

« Les membres de cette communauté sont plusieurs dizaines de milliers et fonctionnent en petites communes, qu'ils appellent des « caracoles », détaille-t-il. C'est ça qui m'a donné envie. Lorsqu'il y a eu les élections, je me suis dit que c'était l'occasion d'essayer. »

Quelques semaines après les

élections municipales, une première assemblée a vu le jour. Elle a été consacrée à l'écriture d'un règlement sur le fonctionnement de l'assemblée ainsi qu'une charte définissant des règles de bonne conduite des débats. Parmi ces règles, on peut citer l'élection en début de séance d'une équipe de trois personnes avec un modérateur, un président et un secrétaire pour animer la réunion, l'obligation de respecter toutes les opinions ou encore le nombre de personnes en deçà duquel une assemblée ne peut prendre une décision.

Entre trente et quarante personnes participent à chaque assemblée. Six assemblées environ sont organisées chaque année. En fonction de l'ordre du jour, des personnes différentes sont présentes d'une assemblée citoyenne à l'autre.

« La régularité des assemblées citoyennes dépend des sujets à traiter et des idées qui sont proposées, ajoute Thomas, agriculteur dans le village. Pour revenir sur une décision, il faut rassembler quinze personnes du village et revoter. »

Il est également possible pour les habitants de déposer une suggestion dans une boîte à idées installée dans le centre du village pour y faire des propositions à débattre lors de la prochaine assemblée.

La commune va avoir sa propre éolienne

L'un des premiers projets de l'assemblée a été consacré à la réalisation d'un city-park. C'est un projet qui tenait à cœur aux jeunes du village. Ces derniers ont été associés à ce projet pour choisir les matériaux du city-park mais aussi les jeux qui y seraient implantés. Ce city-park est depuis devenu un endroit où les jeunes se rencontrent pour jouer au foot ou au basket. Les moins jeunes s'y retrouvent aussi pour des parties de pétanque ou pour y partager un barbecue.

Parmi les autres réalisations votées par l'assemblée, il y a eu également la pose de panneaux pour la sécurité routière. « Ça a été long et il a fallu plusieurs assemblées pour se mettre d'accord », se souvient Thomas. L'assemblée citoyenne travaille actuellement sur l'aménagement

d'une place au centre du village et elle a également un projet éolien sur son territoire. L'assemblée citoyenne s'est réunie plusieurs fois sur ce sujet spécifique et a voté à chaque fois toutes les étapes de sa réalisation. Aussi bien sur sa localisation que sur son mode de financement.

Une démocratie directe basée sur la confiance

Ménéil-la-Horgne est la seule commune française à avoir mis en place des assemblées citoyennes. Ce fonctionnement inédit en France ne repose sur aucun cadre juridique. « On a décidé de faire une assemblée citoyenne mais rien ne nous autorise à le faire, précise Carine. Pour que les décisions prises par l'assemblée citoyenne puissent légalement exister, le conseil municipal doit ensuite les voter ».

« Je ne décide de rien, sauf d'acheter du papier pour la photocopieuse »

Claude Kaiser, maire de Ménéil-la-Horgne

« Légalement le conseil municipal a le pouvoir de faire ce qu'il veut contre l'avis de la population, rappelle Claude Kaiser. Mais il n'en a pas le droit moral ! Il faut que les élus restent des délégués et non des dirigeants. J'ai prévenu mon conseil municipal. Si un jour ils votent contre une décision de l'assemblée citoyenne, je démissionne dans la seconde ».

La démocratie directe mise en place à Ménéil-la-Horgne n'est pas

comparable avec la démocratie dite participative que davantage de communes mettent en avant.

« Le participatif veut dire qu'on demande l'avis aux gens mais c'est quand même le maire qui décide, explique Claude Kaiser. Ici je ne décide de rien sauf d'acheter du papier pour la photocopieuse. »

Concernant les relations avec les autres communes, il constate avec regret que « les maires des villages environnants ne cherchent pas à voir comment cela pourrait s'appliquer chez eux, ils n'y croient pas », regrette Claude Kaiser. Seuls deux maires du secteur l'ont contacté car ils aimeraient bien tenter le coup chez eux.

« Ménéil-la-Horgne n'est pas un village spécial avec des gens plus gentils ou plus intelligents, poursuit-il. Ici aussi il y avait des gens qui ne s'aimaient pas. L'assemblée n'a pas arrêté toutes les querelles et conflits, mais elle a permis de les atténuer ».

« Des personnes qu'on ne voyait pas forcément s'investir dans la commune sont davantage impliquées, complète Thomas. Les anciens ont également créé des sentiers et ils se donnent beaucoup pour le village. »

Le principal apport de l'assemblée citoyenne est ainsi selon les habitantes et habitants au niveau social. « Ça a recréé du lien, renchérit Carine. On se sent mieux dans le village et l'assemblée amène beaucoup de discussions, de débats et d'échanges » ●



Le city-park a été le premier projet validé par l'assemblée citoyenne. ©Joris Bolomey

P'tits Tigres cherchent familles d'accueil

Sorcy-Saint-Martin

Depuis trois ans l'association Les P'tits Tigres recueille, stérilise et soigne les chats errants à Sorcy-Saint-Martin. Elle recherche également des familles d'accueil pour les animaux en attente d'adoption.

Par Christine Antoine

L'association des P'tits Tigres est née à Sorcy-Saint-Martin en pleine crise sanitaire alors que les abandons d'animaux de compagnie explosaient en France.

« Nous avons pour objectif d'aider la commune à stopper la prolifération des chats errants », explique l'association.

Capture, stérilisation, identification et suivi des chats relâchés sur le territoire, mise en place d'actions de sensibilisation au bien être animal, défense des droits des animaux... Les P'tits Tigres sont sur tous les fronts.

En quatre ans, un couple de chats peut avoir une descendance de plus de 20000 individus

« Il y a toujours eu des chats dans les villages mais par le passé, leurs moyens de subsistance étaient plus aisés, précise l'association. Il y avait plus de fermes et ils étaient mieux tolérés, voire reconnus d'utilité publique pour chasser les nuisibles. Aujourd'hui, il y a de moins en moins de lieux de refuge dans lesquels ils peuvent vivre en pleine autonomie ».

Cette situation conduit parfois à de la maltraitance. Certains riverains, excédés, empoisonnent les animaux. D'autres disparaissent sans que l'on sache exactement dans quelles



Certains chats capturés par Les P'tits Tigres sont libérés après avoir été stérilisés. ©LesP'titsTigres

circonstances. Ces comportements peuvent ensuite faire naître des tensions entre voisins.

Avec entre trois et quatre portées de quatre à huit chatons par an, les chats se reproduisent à une vitesse fulgurante. En quatre ans, un couple de chats peut avoir une descendance de plus de 20000 individus. Les conséquences sont négatives sur la biodiversité.

Selon la Ligue de protection des oiseaux, nos animaux de compagnie tueraient environ 75 millions d'oiseaux chaque année en France, sans compter les petits rongeurs. La stérilisation est un moyen de régulation efficace et éthique. « Replacer les chats stérilisés dans leur zone d'habitat réduit significativement le risque de recolonisation par de nouveaux chats errants », détaille également Les P'tits Tigres.

Une soixantaine de chats recueillis

Depuis 2021, une soixantaine de félins a été prise en charge par

l'association avec le soutien de la mairie, de l'État et d'autres associations. Une quarantaine d'entre eux a été stérilisée. Certains chats ont été relâchés sur leurs territoires et d'autres ont été adoptés ou sont en attente de l'être dans leur famille d'accueil. En début d'année, une cabane de nourrissage a également été construite par des patients du centre médico-psychologique de Commercy et offerte à l'association. Elle est installée dans une petite ruelle à proximité du centre du village.

A l'avenir, l'association envisage des actions de sensibilisation auprès des propriétaires sur l'intérêt de la vaccination, de la stérilisation et de l'identification des chats domestiques. Les P'tits Tigres souhaite également développer son réseau de familles d'accueil, pour recueillir les chats le temps qu'ils soient adoptés. Les frais vétérinaires sont à la charge de l'association ainsi que les vaccins.

Les P'tits Tigres - 29 rue du marché à Sorcy
Téléphone : 06 30 11 78 46
Mail : lesptitstigres55@gmail.com

A la découverte de la biodiversité avec Seedd

Sorcy-Saint-Martin

Créée en début d'année, l'association Seedd mène des opérations de sensibilisation et d'éducation à l'environnement. Différentes activités et animations sont organisées à Sorcy et ses environs. Un « Bléfestival » sera organisé en 2024.

Par Joe Masson



L'association a organisé en mai une sortie à la découverte des cigognes et castors. ©BrunoSeedd

L'association Seedd, pour sensibilisation et entraide pour l'environnement et le développement durable, a été créée en février 2023 par une dizaine d'habitantes et d'habitants de Sorcy-Saint-Martin et des alentours.

« Son objectif est de créer du lien social intergénérationnel et de faire de belles rencontres tout en sensibilisant à une noble cause : celle de la protection de notre planète », précise l'association.

Afin de se faire connaître, Seedd est présente sur les marchés de producteurs des communes de Sorcy et Void-Vacon les vendredis soir. Les membres ont alors

l'occasion de parler des activités déjà réalisées telles que l'atelier « bombes à graines », la sortie nature guidée à la découverte des castors et des cigognes ainsi que le Troc'Plantes à Pagny-Sur-Meuse, et la quinzaine de la couture à la Ceinotte à Sorcy. Ils évoquent également les projets futurs pour l'association.

Un Bléfestival en 2024

Le vendredi 7 juillet à 19 heures, à la chapelle de Jévaux, l'association organise une balade musicale, à la découverte des instruments de musiques suivie d'un pique-nique animé par des musiciens et enfin, une séance d'observation et d'écoute des chauves-souris.

Une sortie pour aller écouter le brame du cerf sera également proposée en septembre.

Tous ces projets permettent aussi à l'association de récolter des fonds en vue de l'organisation du Bléfestival en 2024. Ce festival aura pour but de sensibiliser au développement durable. Il se déroulera au milieu d'un champ de blé et accueillera un marché de producteurs locaux et des animations culturelles.

Seedd propose des adhésions individuelles et familiales qui permettent de profiter des animations à coût réduit tout en soutenant l'association.

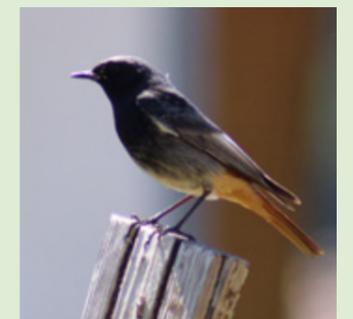
Seedd, 7 rue Carnot à Sorcy-Saint-Martin
Téléphone : 07 85 61 12 15

Fabriquez vos boules de graines pour oiseaux

Pour aider les oiseaux qui n'ont pas de nourriture, suivez cette recette :

- Mélangez un peu d'eau avec deux gobelets de terreau et un gobelet d'argile (facultatif)
- Incorporez-y des graines de tournesol, de blé, de pavot, d'avoine, de maïs concassé, d'orge.
- Formez des boules dans la paume de vos mains et laissez-les un jour ou deux dans un endroit sec.

Vous pouvez ensuite les poser en hauteur dans votre jardin.



© Anais Cleuvenot

Les routes de l'exil les ont conduits en Meuse

Commercy

Je suis formatrice en Français langue étrangère et langue d'intégration (Fle-Fli) à l'Association Lorraine Adultes Jeunes Inter-formation (Alaji). J'enseigne le français à l'oral et à l'écrit à des personnes réfugiées afin de les rendre autonomes dans leur vie quotidienne.

Auto-interview réalisée par Vivathana Chounlamountry

Qui sont mes élèves ?

Beaucoup viennent de pays en guerre et sont en situation régulière puisqu'ils sont envoyés à Commercy par l'Office français de l'immigration et de l'intégration. Travailler à leur contact est un plaisir de chaque instant. Ils me font découvrir leur culture et leur pays à travers leurs récits. Leurs histoires et parcours de vie forcent également au respect et à l'humilité. C'est une richesse extraordinaire sur le plan humain.

Un de ces parcours de vie m'a particulièrement touchée...

Parmi ces différents parcours de vie, l'un d'eux m'a particulièrement saisi. Il s'agit d'une jeune femme éthiopienne qui a dû fuir son pays où elle risquait la prison et même la mort. Des membres de sa famille avaient été emprisonnés et d'autres ont été tués. Pour y échapper, elle a suivi un groupe d'Éthiopiens et de non-Éthiopiens. Elle était enceinte au moment de partir. Leur voyage jusqu'en France a duré près de cinq mois. Elle a accouché ici. Malgré ce vécu, c'est une personne qui garde le sourire. C'est une battante. Elle fait tout son possible pour offrir à son fils le meilleur avenir qui soit. Cette histoire de résilience m'a profondément touchée.

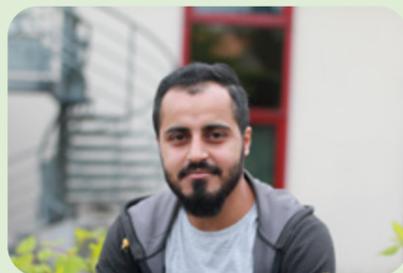
Série de portraits réalisés par les stagiaires de la formation linguistique de l'Alaji

Claude, 20 ans



Claude n'était pas encore né quand sa mère a fui la guerre en République démocratique du Congo. Il a grandi se sont réfugiés au Rwanda où il devient informaticien. Depuis un an, il vit désormais en France. Il veut « travailler dur pour obtenir un diplôme universitaire », insiste-t-il. Pour le moment, il se lance dans une formation de peintre en bâtiment, le temps de trouver mieux. Très content de vivre à Commercy, Claude compte encore progresser sur l'apprentissage du français.

Mohamad, 29 ans



Fuyant les bombardements incessants de la ville syrienne d'Alep par les forces gouvernementales de Bachar el-Assad, Mohamed décide d'aller se réfugier en Turquie et il s'installe à Istanbul. Il enchaîne les petits boulots dans le textile, coud par exemple des chaussettes. « Mais les Turcs n'aiment pas les Syriens, estime-t-il. Je n'ai pas réussi à renouveler ma carte de séjour, alors j'ai dû venir en France. » Depuis un an, il vit à Commercy avec ses deux enfants. Il cherche un travail d'agent de sécurité ou de chauffeur livreur. Le plus dur pour lui, c'est l'attente interminable imposée par l'administration. Sa demande de carte de séjour n'aboutit pas, et il n'arrive pas à obtenir un rendez-vous médical pour son fils malade.

Ahmed, 27 ans



Après avoir fui la guerre en Syrie, Ahmed s'est installé en France il y a onze mois, « pour assurer une vie meilleure à (ses) enfants », comme il le dit lui-même. En partant de Syrie, Ahmed « a perdu son frère et ses souvenirs », raconte-t-il. Travailleur du textile dans son pays, il cherche aujourd'hui un emploi à Commercy pour « réussir et s'intégrer dans la communauté ». Ici, Ahmed apprécie la coexistence pacifique entre les gens et les religions.

ont conduits en Meuse

Comment se passe l'intégration des stagiaires ?

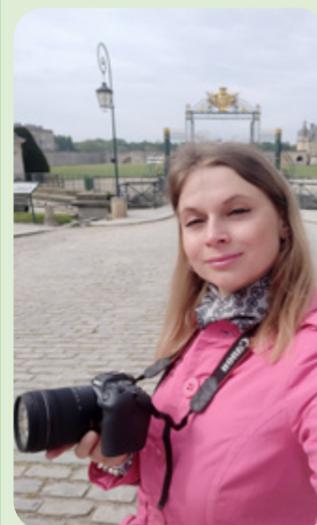
Les stagiaires apprécient beaucoup Commercy. Il fait bon vivre ici disent-ils. L'un d'eux m'a récemment annoncé qu'il trouve la ville très jolie, que ses enfants s'intègrent très bien à l'école et qu'ils s'y font des amis. Lui est inscrit à Pôle emploi et il recherche une formation. Mais Commercy est une petite ville et les offres d'emploi ne courent pas les rues. Certains de mes stagiaires pensent que les grandes villes leur offriraient plus d'opportunités, mais ce n'est pas évident.

Comment voient-ils leur avenir ?

Tous sont motivés. Leur premier objectif est de trouver le plus rapidement possible du travail afin de pouvoir avoir d'autres projets à plus long terme. Pour la majorité des stagiaires, la France est une terre d'avenir, c'est le pays qui les a accueillis et leur a permis de se protéger de la guerre ou des persécutions. Pour beaucoup, la principale barrière à l'intégration est la maîtrise du français. Quand ils sortent de la formation de l'Alaji, quelques stagiaires peuvent se débrouiller, mais d'autres doivent encore faire des progrès pour accéder à un emploi.

Portraits photographiques réalisés par Aleksandra Kostyleva

Aleksandra, 40 ans



Quand la Russie décide d'attaquer l'Ukraine en février 2022, Aleksandra est sous le choc.

Cette opposante à Vladimir Poutine, photographe de profession, décide alors de quitter Moscou. A la hâte, elle charge sa voiture et quitte avec maris et enfants le pays. Après une longue route à travers

l'Europe, elle arrive finalement en France. Aleksandra et sa famille s'installent d'abord en région parisienne, où vit déjà son frère.

Depuis septembre ils sont venus vivre à Commercy. Aleksandra a bien progressé en français et en profite pour découvrir le pays en famille, lors de virées en voiture vers la Côte d'Azur ou la Normandie. Son objectif est de trouver une formation qui lui permettra de rapidement trouver un emploi.

Chaher, 43 ans



Dans sa Syrie natale, Chaher et sa famille étaient persécutés par la famille el-Assad, au pouvoir depuis les années 1970. Infirmier dans son pays, le père de famille se voit contraint de fuir. D'abord au Liban, où il se lance comme grossiste en fruits et légumes pendant dix ans. L'effondrement économique du pays le pousse une nouvelle fois à partir. Il se réfugie alors en France avec ses cinq enfants. « Je vis maintenant dans la paix et dans la tranquillité », glisse-t-il. Pour subvenir à leurs besoins, Chaher cherche à s'inscrire à une formation pour devenir ambulancier. Pour le moment, il attend dans l'angoisse de voir si sa demande de titre de séjour va être acceptée par la préfecture.

Mahad, 24 ans

Journaliste dans une radio en Somalie, Mahad a quitté son pays, « car il y avait trop de problèmes là-bas », dit-il pudiquement. Depuis trente ans, le pays est plongé dans le chaos et la famine. Aujourd'hui, le gouvernement se bat contre les djihadistes d'al-Chabab. Après un long périple qui l'a conduit de la Turquie à l'Italie en passant par la Grèce, Mahad est finalement arrivé en France. Il espère reprendre ses études et aller à l'université quand il aura amélioré son français. Très content de vivre Commercy, le jeune homme regrette cependant le soleil somalien et les baignades en mer.

Sortir du silence face au harcèlement scolaire

Commercy

Face au harcèlement scolaire, le silence est souvent de mise. Parler et dénoncer les faits est pourtant la seule solution pour briser cette spirale infernale.

Par Damien Fourchard

Depuis la grande section je me fais insulter par les autres enfants. Ils se mettent à plusieurs contre moi, se moquent de ma différence. Ils me tapent et me volent mes affaires... » A huit ans, Enzo est déjà marqué au fer rouge par le harcèlement scolaire. Le jeune garçon a des difficultés à écrire, à s'exprimer. Il n'en faut pas plus à ses camarades pour lui faire vivre le martyre tous les jours dans la cour de l'école. « Tous les matins quand je me lève pour aller à l'école, j'ai une grosse boule de peur au ventre », lâche-t-il.

Traumatisé, Enzo n'en a jamais parlé à sa famille ni à sa maîtresse. « J'ai peur de me faire frapper à nouveau si j'en parle, confie le garçon. Pour me faire comprendre, je m'exprime autrement. » A la maison, il se frappe parfois le cœur frénétiquement. Un jour, après l'école, il tente de sauter du premier étage de sa maison. Sa mère le rattrape. Elle comprend alors le calvaire de son fils. Elle l'écoute, envisage de porter plainte si le harcèlement continue.

Plus de 5 % des élèves sont harcelés au collège

Selon l'Education nationale, 2,6 % des 9-11 ans subissent des violences physiques ou verbales assimilables à du harcèlement. Le chiffre monte à 5,6 % au collège pour retomber à 1,3 % au lycée.

« Quand on a été harcelé au collège, c'est difficile de reconstruire une

autre histoire au lycée », constate un enseignant du lycée Henri Vogt à Commercy.

Il a été plusieurs fois confronté à des cas de harcèlement dans sa classe. « Une élève est venue me voir en me disant qu'un de ses camarades lui envoyait des propos misogynes et insultants sur les réseaux sociaux », se rappelle-t-il.

Tout est parti des moqueries d'un élève. Derrière, l'effet de groupe s'enclenche à travers les réseaux sociaux. Pour stopper la spirale infernale, le professeur décide de convoquer les parents de la victime puis ceux du harceleur. Il demande également à ses élèves d'écrire régulièrement un compte rendu anonyme sur leur ressenti par rapport au reste de la classe. A force d'écoute et de patience, l'enseignant parvient à faire stopper le harcèlement.

« Certains harceleurs n'ont pas conscience de la gravité des faits »

Un enseignant du lycée Henri Vogt

Dans d'autres situations, le professeur s'est montré davantage menaçant. « J'ai dû faire peur à un groupe de garçons qui harcelait une élève en leur disant que j'allais pousser les parents à porter plainte », insiste-t-il.

Bien souvent, les jeunes harceleurs ne savent pas que leurs actes peuvent les mener devant la justice. On peut pourtant aller en prison à partir de 13 ans pour les faits les plus graves. Le harcèlement scolaire est un délit pénal qui, en cas de suicide ou de tentative de suicide de la victime, peut être puni jusqu'à dix ans de prison et 150 000 euros d'amende.

« Mais entre ce que la loi prévoit et ce qui est réellement appliqué, il y a

un fossé », précise une gendarme de la Maison de protection des familles, une unité de la brigade de Verdun lancée en septembre dernier et spécialisée sur les violences intrafamiliales et le harcèlement. Elle est intervenue en mai à l'école Château-Moulins à Commercy pour sensibiliser les plus jeunes au harcèlement scolaire

Un besoin de psychologue dans les établissements scolaires

« Il est toujours très difficile de punir un mineur pour des faits de harcèlement, poursuit-elle. On essaie de mettre en place des mesures alternatives. On aimerait développer des rappels à la loi et faire davantage de médiation avec les parents. »

En cas de harcèlement, précise la MPF, il faut en parler à un personnel de l'établissement scolaire, aux parents et déposer plainte si les faits sont répétés. Il existe également des lignes d'écoute : le 3018 pour le cyberharcèlement et le 3020 pour le harcèlement.

« Certains élèves harceleurs n'ont également pas conscience de la gravité de ce qu'ils font, explique l'enseignant commerzien. Ce sont pour eux de simples moqueries et ils ne voient pas toujours les maux qu'elles peuvent entraîner. D'autres élèves deviennent aussi des harceleurs de peur d'être eux-mêmes harcelés. »

L'enseignant appelle à davantage de formations à destination des professeurs. « Les plus jeunes ne savent pas toujours comment gérer la parole dans leur salle de classe. Et il faudrait surtout avoir des psychologues en poste dans les établissements scolaires, ajoute-t-il. L'adolescence est un âge où on se construit et on se déconstruit aussi. On a donc besoin d'un accompagnement psychologique ».

“Il faut cacher les bleus sur le corps”

Lettre ouverte d'Aurélia, 14 ans

Dans ce monde, beaucoup d'enfants se font harceler. Cela commence parfois dès l'école primaire et ça peut continuer jusqu'au lycée.

On est soit « trop grosse, trop maigre, trop grande ou trop petite... ». Il y a toujours quelque chose de différent qui déplaît aux harceleurs.

Ils vont alors commencer par des moqueries à répétition. On reçoit aussi des boulettes de papier avec des insultes écrites dessus comme « tu ne sers à rien » ou « le monde serait mieux sans toi ».

Au fil de l'année scolaire, les moqueries deviennent des menaces : « si tu ouvres ta bouche, ça sera pire encore après ». Les élèves harcelées ne veulent

surtout pas que les choses empirent et elles ne vont ainsi rien dire à personne.

Il faut cacher les bleus sur le corps après la journée en classe. Si les parents posent des questions, il faut trouver une autre version à leur raconter. On dit alors qu'on a glissé dans la cour en jouant...

Ensuite, lorsqu'on se retrouve enfin seule dans sa chambre le soir, les idées noires commencent à arriver...

Chaque matin on se réveille avec la boule au ventre. Les harceleurs eux ont souvent des amis sur qui compter, ils ne sont jamais seuls. Et on n'arrive pas toujours à en parler, de peur que les harceleurs deviennent plus agressifs encore et poussent jusqu'au suicide

Récits de sexismes ordinaires en Meuse

Commercy

Au travail et dans la rue, en famille ou entre amies, les femmes sont confrontées dans leur quotidien à des réflexions sexistes. D'apparences inoffensives, souvent lâchées sous le ton de l'humour et largement banalisées, ces remarques discriminent et infériorisent les personnes dont elles sont les cibles.

Par Manon Meyer

Je suis née à Bar-le-Duc en 1993, et j'ai grandi pas loin de Commercy où je vis actuellement. Il y a quelques mois, un ami m'a invité au restaurant pour parler du sexisme. Il ne comprenait pas pourquoi certaines femmes pouvaient être aussi énervées contre les hommes. Pour lui, le sexisme n'était qu'une lubie, une mode vouée à disparaître.

J'ai accepté de le voir pour lui donner ma vision des choses et lui raconter mes expériences personnelles. Au fur et à mesure que je lui parlais, je me suis rappelée d'événements passés, de choses que j'avais vues, de situations que mes amies avaient vécues ; je me suis alors rendu compte que j'avais bien plus à dire sur le sujet que ce que je pensais au départ.

On parle de sexisme lorsque des paroles ou des comportements discriminatoires sont adressés à une

personne en raison de son sexe ou de son genre. Le sexisme se fonde sur des préjugés qui attribuent une supériorité à un sexe ou à un genre.

Les cibles du sexisme sont principalement les femmes, pourtant elles ne sont pas les seules concernées : les homosexuels, les lesbiennes, les personnes transgenres et intersexuées en sont aussi victimes.

La banalisation des réflexions sexistes infériorise les femmes

Le terme de sexisme ordinaire est utilisé pour parler de comportements qui sont banalisés. Au quotidien, des femmes sont en effet marginalisées, discriminées, ou infériorisées par des mots, par des gestes, par des actes, sans que cela ne choque grand monde.

Le concept de sexisme ordinaire a été introduit par la philosophe américaine Rebecca Whisnant dans les années 1970. Selon elle, le sexisme ordinaire est quelque chose qui semble très banal et inoffensif mais qui, en même temps, a des effets négatifs sur les femmes sans qu'elles ne s'en rendent compte. Ces propos et comportements sexistes véhiculent de nombreux stéréotypes de genre.

Cet article est le recueil de témoignages de sexisme ordinaire retranscrits aussi fidèlement que possible. Il s'agit de ceux d'amies proches qui vivent dans l'agglomération de Commercy. Leurs noms ont été changés.

Elles témoignent

CHARLÈNE

J'ai cartographié différents lieux de mon quotidien à Commercy où le sexisme est le plus fort et j'évite ces endroits. Par exemple, à la nuit tombée, on repère des groupes d'hommes ou de jeunes garçons, près du rond-point, de l'épicerie. Si on laisse traîner l'oreille, les propos dégradants voire insultants envers les femmes sont lancés sur le ton de la rigolade. De manière générale, la rue le soir n'est pas un espace sûr pour les femmes. Les comptoirs des bars sont également des espaces que s'approprient les hommes. On est en hauteur par rapport à la salle et il est bon d'y être grande gueule et de sortir des blagues de cul humiliantes pour les femmes. On peut encore citer les barbecues, les lieux d'enseignements techniques...

ÉLISE

Je travaillais dans un centre d'archives. Ce jour-là, j'accompagnais deux clients dans une salle pour retrouver des documents spécifiques. Ces documents étaient placés au quatrième rayon. Comme j'étais petite, j'utilisai un escabeau pour y accéder. L'un des deux hommes dit à l'autre « tu ne veux pas y aller à sa place ? » L'autre répondit en me fixant : « Oh non, j'ai une très belle vue de là où je suis ! »



Illustration de Manon Meyer

ÉLISE

J'avais 28 ans, j'étais petite, blonde, assez fine. Je sortais du boulot, je crevais de faim ; je suis allée m'acheter un croissant à la boulangerie du coin. Je décidais de le manger à la sortie avant de retourner travailler. Après quelques bouchées, un homme qui souhaitait se rendre au même endroit passe devant moi, s'arrête, me regarde et me dit : « attention hein, vous allez grossir avec ça ! »

CATHERINE

J'aime bien prendre des verres avec des amis dans les cafés du coin. Quand ça m'arrive, j'évite toujours de mettre des décolletés. Je sais que sinon je risque de croiser des gens qui ne vont pas se gêner pour me reluquer en pensant que « si elle s'habille comme ça, c'est pour être matée ! » : comme si je n'avais que ça en tête ! On peut aimer les décolletés parce que c'est juste agréable à porter ; tout comme on peut vouloir être jolie sans pour autant chercher à être matée sans aucune gêne.

Je sais que je ne devrais pas refuser de porter certains vêtements par peur d'être vue comme une aguicheuse, mais je n'ai pas envie de me retrouver dans ce genre de situations désagréables : si je sors avec des amis c'est pour profiter du temps avec eux, pas pour me sentir la proie de regards en manque de cul.

SANDRINE

J'ai commencé le jujitsu (art martial) il y a cinq ans. Quand j'ai déménagé l'année dernière, je me suis inscrite à un club pas loin de chez moi. Je ne connaissais personne et j'étais la seule meuf.

Au début, je voyais bien que personne n'avait très envie de se mettre avec moi, je me sentais comme un boulet. J'avais aussi droit à des remarques du genre : « je n'ai pas envie de taper une fille, ça m'embête, désolé » ou « je vais y aller doucement hein ! ».

Hey je ne suis pas en sucre et je ne vous ai rien demandé donc ne décidez pas à ma place et comportez-vous normalement !

Finalement, au bout de quelques séances, ils ont compris que je maîtrisais bien plus que ce qu'ils avaient imaginé et j'ai réussi à m'imposer. Mais cela m'a demandé du courage, de la patience, de la persévérance...

On ne peut pas parler de la forme de la fête, du Gaer Mamout, de l'association SEEDD et de la
Cinqième sans penser à Cassandra et Théo. Ce couple était passionné par la musique et par la nature. Cassandra
était salariée, à la forme de la Fête et Théo était passionné par la musique et par la nature. Cassandra
métier. Ils nous ont quittés il y a déjà 2 mois, et nous pensons toujours très fort à eux. 

Hommage réalisé par Louise Muller et Prune Vauthier

Ce journal est dédié à Cassandra et Théo